

Publications économiques et financières



Conjoncture économique

N° 397/Septembre 2023

TENDANCES CONJONCTURELLES

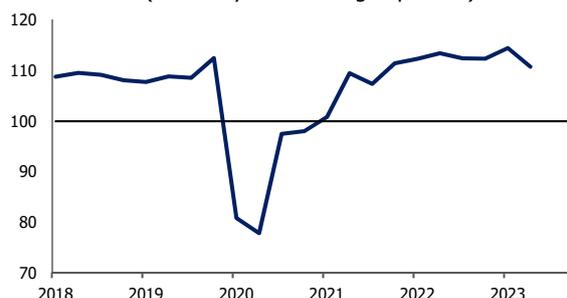
2^e TRIMESTRE 2023

Une confiance qui résiste au deuxième trimestre

L'Indicateur du Climat des Affaires (ICA) atteint 110,8 au deuxième trimestre 2023, soit près de 11 points au-dessus de sa moyenne de longue période. Il ressort cependant en repli de 3,7 points par rapport au trimestre précédent, en raison notamment de prévisions moins optimistes des chefs d'entreprise.

Après une période particulièrement dynamique, ils restent relativement confiants pour le prochain trimestre et devraient continuer à recruter. Ils envisagent une stabilisation de leurs prix de vente, ainsi que de leur situation de trésorerie.

Indicateur du climat des affaires (ICA)
(100=moyenne de longue période)



Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

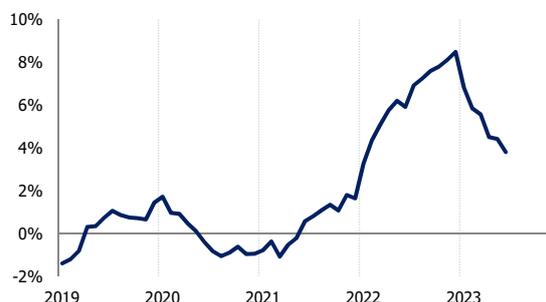
Lente décreue de l'inflation

Depuis le pic du dernier trimestre 2022 (+8,5 % en glissement annuel), le rythme de progression de l'indice des prix à la consommation s'est modéré : +3,8 % au deuxième trimestre 2023, après +5,6 % au premier. Toutefois, en moyenne annuelle, la hausse est encore marquée, +6,4 % (+6,9 % au trimestre précédent).

En juin 2023, les prix de l'alimentaire (+8,2 % en glissement annuel) et du poste *logement, eau, électricité, gaz et autres combustibles* (+4,1 % en g.a.), bien qu'en ralentissement, continuent à peser sur l'indice global.

Les seuls éléments qui ont contribué à infléchir la tendance sont les communications (-17,8 %) et les *articles d'habillement et articles chaussants* (-3,8 %).

Indice des prix à la consommation
(en glissement annuel)



Source : ISPF

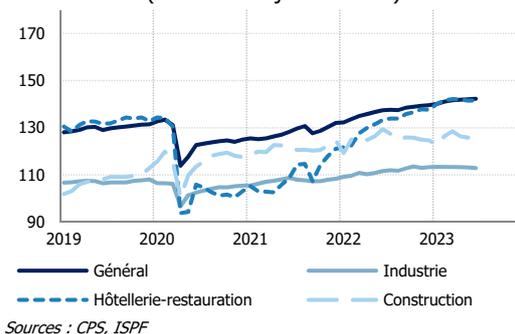
Emploi toujours en hausse

Sur les trois premiers mois de l'année¹, les effectifs salariés moyens s'élèvent à 70 300, en forte hausse par rapport au premier trimestre 2022 (67 500).

L'indice de l'emploi salarié du secteur marchand du mois de juin progresse, pour sa part, de 3,6 % en rythme annuel, toujours soutenu par l'hôtellerie-restauration (+6,2 %) et les autres services (+5,7 %), ainsi que le commerce (+2,4 %) et l'industrie (+1,2 %), mais dans une moindre mesure. Seul le secteur de la construction s'affiche en retrait (-1,3 %).

Au deuxième trimestre 2023, les offres d'emploi augmentent de près de 8 % en glissement annuel (490 en moyenne contre 454 au deuxième trimestre 2022). En parallèle, le nombre moyen de demandeurs d'emploi recule significativement (-21,5 %).

Indice de l'emploi salarié
(Indice 100 - janvier 2000)

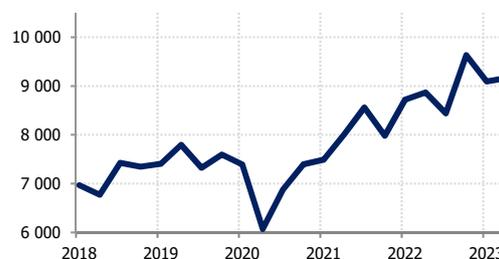


Une consommation fragile

Au deuxième trimestre 2023, les commerçants interrogés par l'IEOM estiment que leur courant d'affaires a faiblement progressé. La modeste hausse de la valeur des importations de biens de consommation (hors alimentaire) illustre ce constat (+1,2 % en glissement annuel).

Pour les trois prochains mois, les commerçants sont moins optimistes. Ils anticipent une stabilisation de l'activité qui se manifeste déjà dans la production de crédit de consommation aux ménages. En progression continue depuis fin 2021, elle s'est contractée de 6,3 % en glissement annuel au deuxième trimestre 2023.

Importations de biens de consommation
(données CVS, en millions de F CFP)



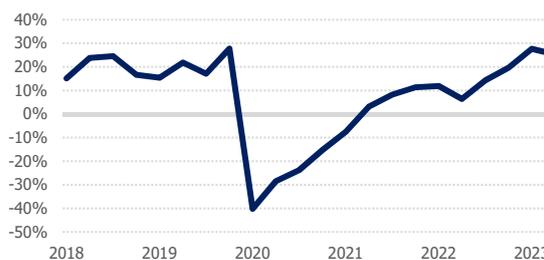
L'investissement reste soutenu pour les entreprises

Alors que les entreprises confortent leurs intentions d'investir à l'horizon d'un an, les ménages semblent beaucoup plus frileux.

La production de crédits à l'équipement des entreprises a plus que doublé au deuxième trimestre 2023 par rapport au deuxième trimestre 2022 (11,8 Mds F CFP contre 4,9 Mds F CFP en 2022). Cette hausse est cependant à nuancer car portée à plus de la moitié par seulement 6 crédits dont 3 dans le secteur des énergies renouvelables (soit 4 % des dossiers).

Les ménages interrogés lors de l'enquête CEROM² sont encore peu enclins à prévoir des investissements immobiliers, rebutés par les prix des biens et le niveau des taux d'intérêt élevés. Cette réticence se reflète dans la production de crédits à l'habitat des ménages qui recule de 3,6 % sur un an, après une hausse de 24,4 % au trimestre précédent.

Prévisions d'investissement des entreprises à 1 an
(centrées sur leur moyenne de longue période)



¹ Dernière donnée disponible à la date de parution des tendances conjoncturelles du deuxième trimestre 2023.

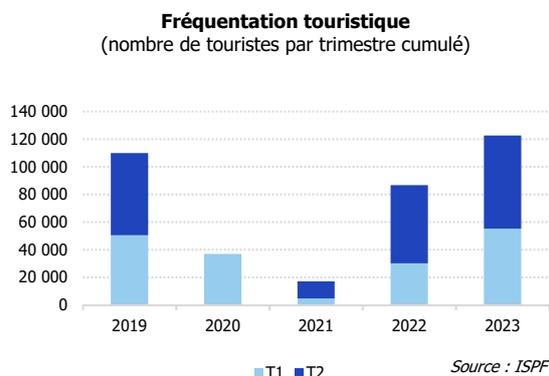
² Lancée en 2021, il s'agit de la 6^{ème} enquête semestrielle CEROM, réalisée en août 2023 auprès de 850 ménages des îles du Vent.

Une trajectoire positive au deuxième trimestre pour la plupart des secteurs

Des touristes toujours plus nombreux

Plus de 67 000 touristes sont venus en Polynésie française au deuxième trimestre 2023, soit 19,1 % de plus qu'un an auparavant (57 000 au deuxième trimestre 2022). Les Américains (42 %) et les Français (31 %) demeurent majoritaires. Le marché asiatique (1 %), en revanche, est toujours pénalisé par l'absence de liaison aérienne directe. La reprise des vols de Air Tahiti Nui vers le Japon, programmée pour octobre prochain, devrait progressivement combler ce vide.

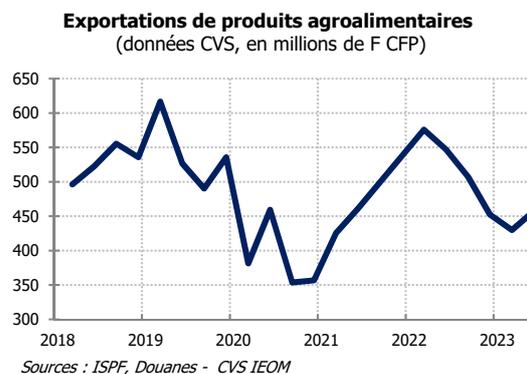
Les hôteliers qui ont répondu à l'enquête de conjoncture de l'IEOM se sont montrés satisfaits de leur activité au cours du trimestre, qui leur a permis de consolider leur trésorerie. En effet, l'hôtellerie polynésienne a affiché un coefficient moyen de remplissage de plus de 75 % au deuxième trimestre 2023, tandis que le revenu moyen par chambre disponible s'appréciait de 20 % sur un an.



Un secteur secondaire dynamique

Au deuxième trimestre 2023, les dirigeants des secteurs de l'industrie et de la construction font part d'une amélioration de leur activité et prévoient que cette dynamique devrait se poursuivre dans les prochains mois. Cette hausse de l'activité nécessitera de nouveau des embauches. Cet optimisme permet aux entreprises d'entrevoir des investissements dans l'année.

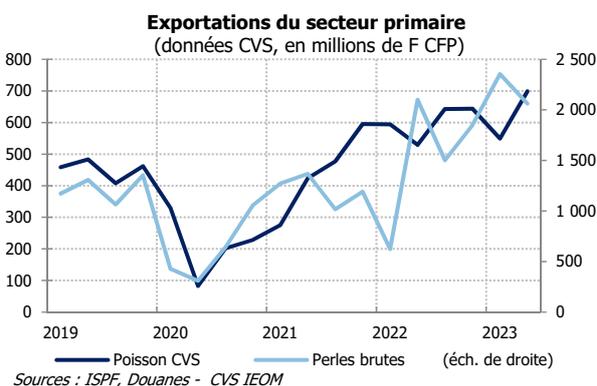
Le dynamisme de l'industrie se traduit notamment dans les exportations de produits agroalimentaires qui progressent de 6,4 % par rapport au trimestre précédent (données CVS).



Secteur primaire : des recettes à l'export en hausse

Au deuxième trimestre 2023, les recettes à l'export de poissons ont augmenté de 31,2 % en glissement annuel (702 millions de F CFP contre 535 millions au deuxième trimestre 2022).

Les exportations de perles brutes ont, quant à elles, rapporté 2 milliards de F CFP au deuxième trimestre 2023, soit une hausse de 4,2 % sur un an, avec un volume exporté inférieur de 12,7 %. Le prix moyen au gramme s'est ainsi établi à 805 F CFP contre 675 F CFP au deuxième trimestre 2022, soit +19,3 %.



LA CROISSANCE ECONOMIQUE MONDIALE DEMEURE MODEREE ET HETEROGENE

Selon les dernières estimations publiées par le FMI en juillet, la croissance économique mondiale devrait s'établir à 3,0 % en 2023. Ces prévisions ont été revues à la hausse de 0,2 point par rapport à celles publiées en avril 2023, ce qui s'explique notamment par la réduction des préoccupations concernant la santé du secteur bancaire. Pour 2024, le FMI anticipe à nouveau une hausse du PIB mondial de 3,0 %, ce qui reste nettement en dessous de la moyenne annuelle historique sur la période 2000-2019 (+3,8 %). Ce rythme s'explique essentiellement par les économies développées qui enregistrent un ralentissement de leur production manufacturière peinant à être contrebalancé par le regain d'activité dans le secteur des services.

Aux États-Unis, le PIB a progressé de 0,6 % au deuxième trimestre 2023, en rythme trimestriel, après une augmentation de 0,5 % au trimestre précédent. L'activité demeure soutenue par le dynamisme de l'investissement et de la consommation privée bien que cette dernière enregistre un ralentissement par rapport au premier trimestre (+0,4 % après +1,0 %). Sur l'ensemble de l'année, le FMI table sur une progression du PIB de 1,8 % aux États-Unis, soit une révision à la hausse de 0,2 point par rapport aux estimations d'avril.

Après deux trimestres consécutifs de croissance nulle, la zone euro a retrouvé un élan positif avec une activité en hausse de 0,3 % au deuxième trimestre 2023. Cette évolution est principalement tirée par l'Irlande qui a vu sa croissance (+3,3 %) dopée par les bons résultats des multinationales qui y ont leur siège européen. Le taux de chômage est stable, à 6,4 %, tandis que l'inflation recule nettement au deuxième trimestre pour s'établir à 5,5 % en juin, contre 6,9 % trois mois plus tôt. Selon les prévisions du FMI, l'activité économique pourrait croître de 0,9 % sur l'ensemble de l'année 2023.

En France, le PIB a enregistré une hausse de 0,5 % au deuxième trimestre selon l'Insee après une augmentation de 0,1 % au trimestre précédent. Le commerce extérieur est le premier contributeur à la croissance, avec une hausse des exportations (+2,6 %) nettement supérieure que celle des importations (+0,4 %). À l'inverse, la consommation des ménages recule (-0,4 %) alors que l'investissement total est stable (+0,1 %). Selon les dernières prévisions de la Banque de France, le PIB de la France progresserait de 0,7 % sur l'ensemble de l'année 2023.

Au Japon, l'activité économique a nettement augmenté (+1,5 % au deuxième trimestre après +0,9 %). Celle-ci a été portée par le commerce extérieur avec une progression des exportations de 3,2 % tandis que les importations se sont contractées de 4,3 %. La consommation des ménages a toutefois reculé (-0,5 %) alors que l'inflation demeure supérieure à 3 %. Sur l'année 2023, le FMI anticipe une hausse du PIB de 1,4 %.

Enfin, les pays émergents et en développement pourraient voir leur PIB croître de 4,0 % en 2023, soit le même rythme qu'en 2022. L'activité serait plus particulièrement dynamique en Inde (+6,1 %) et en Chine (+5,2 %) et dans une moindre mesure au Mexique (+2,6 %), au Brésil (+2,1 %) et en Russie (+1,5 %).

Sources : FMI, BEA, Eurostat, Insee, Banque de France, Gouvernement du Japon – données arrêtées à la date du 29 août 2023.

L'INFLATION DECELERE A DES RYTHMES DIFFERENTS DANS LES ECONOMIES D'ASIE-PACIFIQUE

Alors que l'inflation a atteint son pic dans l'ensemble des pays de la zone Asie-Pacifique, l'ampleur et la vitesse de la réduction de l'accroissement des prix diffèrent selon les pays de la région : lente décline de la dynamique de hausse des prix mais niveaux d'inflation encore élevés en Australie et Nouvelle-Zélande, déflation en Chine, stabilisation de l'inflation à un niveau historiquement élevé au Japon, forte contraction de l'inflation en Indonésie, Fidji et Papouasie-Nouvelle-Guinée etc. Du fait de cette hétérogénéité des situations, les banques centrales nationales adoptent des stratégies monétaires différenciées.

La croissance **australienne** continue de se réduire au premier trimestre (2,3 % en glissement annuel contre 2,7 % au trimestre précédent). En glissement trimestriel, la croissance n'avait plus été aussi faible depuis le troisième trimestre 2021, période de forte propagation de la Covid-19. L'investissement des entreprises est le principal contributeur de cette croissance (+0,4 point) tandis que le commerce extérieur contribue négativement à la hausse du PIB (-0,2 point), l'augmentation des importations étant plus forte que celle des exportations. L'inflation se contracte pour le deuxième trimestre consécutif et atteint 6,0 % en juin (après 7,0 % en mars), mais son niveau particulièrement élevé associé à un resserrement monétaire strict, pèsent sur la demande. La *Reserve Bank of Australia* a en effet poursuivi sa politique restrictive au second trimestre : la hausse de 25 pb du 6 juin porte le taux directeur à 4,10 %. De son côté, le marché du travail demeure tendu : le taux de chômage se stabilise à un niveau faible (3,5 % en juin) et les salaires sont toujours orientés à la hausse (+3,9 % en mai en croissance annuelle).

En **Nouvelle-Zélande**, le rythme de progression de l'activité est stable depuis le troisième trimestre 2022 : en glissement annuel, la croissance s'élève à 2,9 % au deuxième trimestre, après 2,7 % au premier. Malgré la hausse de 2,4 % des dépenses de consommation privée, la croissance trimestrielle est négative pour le second trimestre consécutif (-0,1 %), notamment du fait de la contraction de la formation brute de capital (-3,0 %). Alors que son pic a été atteint en juin 2022, l'inflation se réduit de façon progressive et reste à un niveau élevé : 6,0 % en juin contre 6,7 % en mars. Dans ce contexte, la stratégie de resserrement monétaire de la *New Zealand's central bank* s'est poursuivie au second trimestre avec deux hausses de taux, celle de 25 pb du 24 mai portant le taux directeur à 5,5 %. Du côté du marché du travail, le taux de chômage progresse modérément depuis le point bas historique du troisième trimestre de 2022 et s'élève à 3,6 % au deuxième trimestre.

En **Indonésie**, la croissance se maintient à un niveau élevé : 5,2 % au second trimestre en glissement annuel, contre 5,0 % au trimestre précédent. En dépit d'un ralentissement de l'investissement (-1,3 %), la croissance trimestrielle atteint son niveau le plus élevé depuis le troisième trimestre 2020 (+3,9 %), stimulée par la forte reprise de la consommation privée (+3,1 %) et des dépenses publiques (+41,3 %). En parallèle, l'accroissement de l'IPC se réduit fortement pour atteindre 3,5 % en juin, après 5,0 % en mars. L'inflation est désormais située entre les deux bornes de 2,0 % et 4,0 % fixées par la banque centrale. La *Bank Indonesia* a ainsi cessé sa politique de resserrement monétaire : son taux directeur est fixe depuis la décision du 19 janvier le portant à 5,75 %. Le taux de chômage remonte quant à lui lentement pour atteindre 3,6 % au deuxième trimestre.

Sources : Stats NZ, Australian Bureau of Statistics, Statistics Indonesia, Ministry of International Affairs & Communications, National Bureau of Statistics of China, Reserve Bank of Fiji, Bank of Papua New Guinea